

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 767)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri  
(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia  
(MARTINAZZOLI)

e col Ministro dell'Interno  
(SCALFARO)

(V. Stampato Camera n. 651)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 5 giugno 1984*

---

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa al rilascio  
di un certificato matrimoniale e della convenzione sulla legge  
applicabile ai cognomi e ai nomi, adottate a Monaco il  
5 settembre 1980

---

**DISEGNO DI LEGGE**

---

## Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali, adottati a Monaco dalla Commissione internazionale dello stato civile il 5 settembre 1980:

- a) convenzione relativa al rilascio di un certificato di capacità matrimoniale;
- b) convenzione sulla legge applicabile ai cognomi e nomi.

## Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 12 e 8 degli atti stessi.

## CONVENTION

### relative à la délivrance d'un certificat de capacité matrimoniale

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'établir des dispositions communes relatives à la délivrance d'un certificat de capacité matrimoniale à leurs ressortissants en vue de la célébration du mariage à l'étranger, ayant à l'esprit la Recommandation relative au droit du mariage adoptée par l'Assemblée Générale de la Commission Internationale de l'Etat Civil à Vienne le 8 septembre 1976, sont convenus des dispositions suivantes:

#### ARTICLE 1.

Chaque Etat contractant s'engage à délivrer un certificat de capacité matrimoniale conforme au modèle annexé à la présente Convention, lorsqu'un de ses ressortissants le demande en vue de la célébration de son mariage à l'étranger et remplit au regard de la loi de l'Etat qui délivre le certificat les conditions pour contracter ce mariage.

#### ARTICLE 2.

Pour l'application de la présente Convention sont assimilée aux ressortissants d'un Etat contractant les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

#### ARTICLE 3.

Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

#### ARTICLE 4.

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par

quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

2. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui dont l'autorité délivre le certificat.

3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F;

pour indiquer la nationalité, les lettres employées pour désigner le pays d'immatriculation des voitures automobiles;

pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF;

pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.

4. Lorsqu'un précédent mariage a été dissous, sont mentionnés dans la case 12 du certificat le nom et les prénoms du dernier époux ainsi que la date, le lieu et la cause de la dissolution. Pour indiquer la cause de la dissolution sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

en cas de décès, la lettre D;

en cas de divorce, les lettres DIV;

en cas d'annulation, la lettre A;

en cas d'absence, les lettres ABS.

#### ARTICLE 5.

Si l'autorité compétente n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

#### ARTICLE 6.

1. Au recto de chaque certificat les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 4 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat est délivré et la langue française.

2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque certificat doivent figurer:

une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article;

la traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto;

un résumé des articles 3, 4, 5 et 9 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité qui délivre le certificat.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

#### ARTICLE 7.

Les certificats sont datés et revêtus de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrés. Leur validité est limitée à une durée de six mois à compter de la date de délivrance.

#### ARTICLE 8.

1. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, les Etats contractants indiqueront les autorités compétentes pour délivrer les certificats.

2. Toute modification ultérieure sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

#### ARTICLE 9.

Toute modification du certificat par un Etat doit être approuvée par la Commission Internationale de l'Etat Civil.

#### ARTICLE 10.

Les certificats sont dispensés de légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention.

#### ARTICLE 11.

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## ARTICLE 12.

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## ARTICLE 13.

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## ARTICLE 14.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

## ARTICLE 15.

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

## ARTICLE 16.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la

Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

ARTICLE 17.

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

e) toute déclaration faite en vertu de l'article 8.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Munich, le 5 septembre 1980, en un seul exemplaire en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

*Pour la République Fédérale d'Allemagne:*

*Pour la République d'Autriche:*

FRITZ SCHWIND

*Pour le Royaume de Belgique:*

P. VAN LANGENAEKEN

*Pour le Royaume d'Espagne:*

DIEGO ESPIN CANOVAS

*Pour la République Française:*

*Pour la République Hellénique:*

CII. CHRISTOPHORIDES

*Pour la République Italienne:*

RICCARDO MONACO

*Pour le Grand-Duché du Luxembourg:*

HENRI DELVAUX

*Pour le Royaume des Pays-Bas:*

W. BREUKELAAR

*Pour la République Portugaise:*

JOÃO DE DEUS PINHEIRO FARINHA

*Pour la Confédération Suisse:*

HANS KUPFER

*Pour la République Turque:*

TURHAN ESENER



1 ETAT.....

2 SERVICE DE L'ETAT CIVIL DE .....

3 CERTIFICAT DE CAPACITE MATRIMONIALE  
VALABLE PENDANT SIX MOIS.

4 SELON LES PIECES PRODUITES

5 NOM DE FAMILLE

6 PRENOMS

7 SEXE

8 NATIONALITE \*

9 DATE ET LIEU DE NAISSANCE

10 RESIDENCE HABITUELLE

11 LIEU ET NUMERO DU REGISTRE DE FAMILLE

12 MARIAGE PRECEDENT AVEC  
DISSOUS PAR LE           A

13 PEUT CONTRACTER MARIAGE A L'ETRANGER AVEC

5 NOM DE FAMILLE

6 PRENOMS

7 SEXE

8 NATIONALITE \*

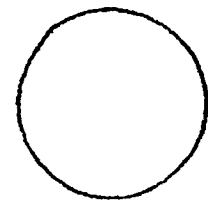
9 DATE ET LIEU DE NAISSANCE

10 RESIDENCE HABITUELLE

11 LIEU ET NUMERO DU REGISTRE DE FAMILLE

12 MARIAGE PRECEDENT AVEC  
DISSOUS PAR LE           A

13 DATE DE DELIVRANCE            
SIGNATURE, SCEAU



14 \* METTRE XIF POUR REFUGIE ET APA POUR APATRIDE

SYMBOLS	ZEICHEN	SYMBOLI	SÍMBOLOS	ΣΥΜΒΟΛΑ	SÍMBOLI	SYMBOLEN	SÍMBOLOS	ISARETZLER	
JO: JOUR	TAG	DAY	DIA	ΗΜΕΡΑ	G ORNO	ДНО	ДІА	ГУМ	
MO: MOIS	MONAT	MONTH	HES	ΜΗΝΑΣ	MESE	MAAND	MES	AY	
AN: ANNEE	JAHR	YEAR	AND	ΕΤΟΣ	ANNO	JAAR	AND	YID	
M: MASCULIN	MÄNNLICH	MALE	MASCULINO	ΑΝΔΡΑΣ	MASCHELE	MÄNNELIJK	MASCULINO	ERFEN	
F: FEMININ	WEIBLICH	FEMALE	FEMININO	ΓΥΝΑΙΚΑ	FEMMINILE	VROUWELIJK	FEMININO	KADIN	
D: DECES	TOT	DEATH	DEFUNCI	ΜΟΝΑΤΟΣ	MORTE	OVERLEDEN	GAITO	OSUM	
DIV: DIVORCE	SCHEIDING	DIVORCE	DIVORCIO	ΔΙΑΣΥΖΗΤΙΟ	DIVORZIO	ECHTSCHIEDING	DIVÓRCIO	BOZANNA	
A: ANNULATION	НИКАТОЗ РАВАНКЕ	ANNULMENT	ANULACION	ΑΚΥΡΩΣΗ	ANNULLAMENTO	NİETIGVERKLARING	ANULACÃO	IPITAL	
AD: ABSENCE	ABWESENHEIT	ABSENCE	AUSENCIA	ΑΠΟΥΣΙΑ	ASSENZA	AFWEZIGHEID	AUSENCIA	CAIPLIK	
REF: REFUGIE	FLÜCHTLING	REFUGEE	REFUGIADO	ΠΡΟΣΦΥΓΑΣ	REFUGIATO	VLUCHTELING	REFUGIADO	MULTECI	
APA: APATRIDE	STAATENLOSER	STATELESS	APATRIDA	ΑΠΑΤΡΙΔΕΣ	APATRIDA	AMULIDE	STAATLOOS	APATRIDA	VATANSIZ

CERTIFICAT DELIVRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION  
SIGNEE A MUNICH

le 5 sept 1980

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

LES INSCRIPTIONS SONT ECRITES EN CARACTERES LATINS D'IMPRIMERIE; ELLES PEUVENT EN OUTRE ETRE ECRITES DANS LES CARACTERES DE LA LANGUE DE L'AUTORITE QUI DELIVRE LE CERTIFICAT.

LES DATES SONT INSCRITES EN CHIFFRES ARABES INDICANT SUCCESSIVEMENT LE JOUR, LE MOIS ET L'ANNEE. LE JOUR ET LE MOIS SONT INDIGUES PAR DEUX CHIFFRES, L'ANNEE PAR QUATRE CHIFFRES. LES NEUF PREMIERS JOURS DU MOIS ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE SONT DESIGNES PAR DES CHIFFRES ALLANT DE 01 A 09.

LE NOM DE TOUT LIEU EST SUIVI DU NOM DE L'ETAT OU CE LIEU EST SITUE, CHAQUE FOIS QUE CET ETAT N'EST PAS CELUI DONT L'AUTORITE DELIVRE LE CERTIFICAT.

SI UNE CASE OU UNE PARTIE DE CASE NE PEUT ETRE REMPLIE, ELLE EST RENDUE INUTILISABLE PAR DES TRAITS.

TOUTES LES MODIFICATIONS ET TRADUCTIONS SONT SOUMISES A L'APPROBATION PREALABLE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ETAT CIVIL.

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

**CONVENZIONE****relativa al rilascio di un certificato di capacità matrimoniale**

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, desiderosi di fissare delle norme comuni relative al rilascio di un certificato di capacità matrimoniale ai loro cittadini per la celebrazione del matrimonio all'estero, tenendo presente la Raccomandazione relativa al diritto di matrimonio adottata a Vienna l'8 settembre 1976 dall'Assemblea Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

**ARTICOLO 1.**

Ciascuno Stato Contraente si impegna a rilasciare un certificato di capacità matrimoniale conforme al modulo allegato alla presente Convenzione, qualora uno dei suoi cittadini lo richieda per la celebrazione del suo matrimonio all'estero e soddisfi le condizioni per contrarre detto matrimonio richieste dalla legge dello Stato che rilascia il certificato.

**ARTICOLO 2.**

Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione vengono assimilati ai cittadini di uno Stato Contraente i profughi e gli apolidi il cui *status* personale è regolato dalla legge di detto Stato.

**ARTICOLO 3.**

Le indicazioni che devono essere riportate nel certificato sono scritte in carattere latino stampatello; possono essere inoltre scritte nei caratteri della lingua dell'autorità che rilascia il certificato.

**ARTICOLO 4.**

1. Le date devono essere scritte in cifre arabe e indicare, nell'ordine, sotto le abbreviazioni Jo, Mo e An, il giorno, mese ed

anno. Il giorno e il mese devono essere indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese e i primi nove mesi dell'anno vengono indicati con cifre da 01 a 09.

2. I nomi dei luoghi menzionati nel certificato devono essere seguiti dal nome dello Stato in cui si trovano qualora detto Stato sia diverso da quello dell'autorità che rilascia il certificato.

3. Devono essere usati solo i seguenti simboli:

per indicare il sesso maschile, la lettera M; il sesso femminile la lettera F;

per indicare la cittadinanza, le lettere usate per indicare lo Stato d'immatricolazione delle automobili;

per indicare la condizione di profugo, le lettere REF;

per indicare la condizione di apolide, le lettere APA.

4. Qualora un precedente matrimonio sia stato sciolto, nella casella 12 del certificato devono essere menzionati il cognome e i nomi dell'ultimo coniuge nonché la data, il luogo e il motivo dello scioglimento. Per indicare il motivo dello scioglimento devono essere usati solo i seguenti simboli:

in caso di decesso, la lettera D;

in caso di divorzio, le lettere DIV;

in caso di annullamento, la lettera A;

in caso di scomparsa, le lettere ABS.

#### ARTICOLO 5.

Se l'autorità competente non è in grado di riempire le caselle o alcune di esse, detta casella o dette caselle devono essere annullate con trattini.

#### ARTICOLO 6.

1. Sulla facciata anteriore del certificato le rubriche fisse, escluse le abbreviazioni previste dall'articolo 4 per quanto riguarda le date, sono stampate almeno in due lingue, nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato che rilascia il certificato ed in francese.

2. Il significato dei simboli deve essere indicato almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali di ciascuno degli Stati che, al momento della firma della presente Convenzione, sono membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, nonché nella lingua inglese.

3. Sul retro di ciascun certificato devono essere indicati:

un riferimento alla Convenzione, nelle lingue indicate nel secondo paragrafo del presente articolo;

la traduzione delle rubriche fisse nelle lingue indicate nel secondo paragrafo del presente articolo, se dette lingue non sono state utilizzate sulla facciata anteriore;

una sintesi degli articoli 3, 4, 5 e 9 della Convenzione, almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali dell'autorità che rilascia il certificato.

4. Le traduzioni devono essere approvate dal Bureau della Commissione Internazionale di Stato Civile.

#### ARTICOLO 7.

I certificati devono essere datati e muniti della firma e del timbro dell'autorità che li rilascia. La loro validità è limitata ad una durata di sei mesi dalla data del rilascio.

#### ARTICOLO 8.

1. Al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o della adesione, gli Stati Contraenti indicheranno le autorità competenti per il rilascio dei certificati.

2. Ogni successiva modifica verrà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

#### ARTICOLO 9.

Ogni modifica del certificato da parte di uno Stato deve essere approvata dalla Commissione Internazionale di Stato Civile.

#### ARTICOLO 10.

I certificati sono esenti dalla legalizzazione o da qualsiasi formalità equivalente nel territorio di ciascuno Stato parte alla presente Convenzione.

#### ARTICOLO 11.

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

## ARTICOLO 12.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. La Convenzione entrerà in vigore, nei confronti dello Stato che la ratificherà, accetterà, approverà o vi aderirà dopo la sua entrata in vigore, il primo giorno del terzo mese successivo al deposito da parte di detto Stato del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

## ARTICOLO 13.

Qualunque Stato potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

## ARTICOLO 14.

Non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

## ARTICOLO 15.

1. Ogni Stato, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione o in ogni altro momento successivo, potrà dichiarare che la presente Convenzione verrà estesa all'insieme dei territori dei quali cura le relazioni internazionali, o a uno o più di detti territori.

2. Detta dichiarazione verrà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione entrerà in vigore al momento dell'entrata in vigore della Convenzione nei confronti di detto Stato o, successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo al ricevimento della notifica. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica inviata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio designato il primo giorno del terzo mese successivo al ricevimento di detta notifica.

## ARTICOLO 16.

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ciascuno Stato parte alla presente Convenzione avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualunque momento dopo la scadenza di un termine di un anno dalla data dell'entrata in vigore della

Convenzione nei suoi confronti. La denuncia verrà notificata al Consiglio Federale Svizzero ed entrerà in vigore il primo giorno del sesto mese successivo al ricevimento di detta notifica. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati.

#### ARTICOLO 17.

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile e a tutti gli altri Stati che hanno aderito alla presente Convenzione:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;

c) ogni dichiarazione riguardante l'estensione territoriale della Convenzione o il suo ritiro, con la data della relativa entrata in vigore;

d) ogni denuncia della Convenzione e la data dell'entrata in vigore;

e) ogni dichiarazione fatta in virtù dell'articolo 8.

2. Il Consiglio Federale Svizzero comunicherà al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile ogni notifica fatta in applicazione del paragrafo 1.

3. All'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme verrà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Monaco, il 5 settembre 1980, in un unico esemplare in lingua francese, che verrà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero, e di cui una copia certificata conforme verrà trasmessa, per via diplomatica, ad ogni Stato membro della Commissione Internazionale di Stato Civile e agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme verrà trasmessa altresì al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile.

*(Seguono le firme)*

1. Stato
2. Servizio dello stato civile di . . . . .
3. Certificato di capacità matrimoniale  
Valido sei mesi
4. In base ai documenti prodotti
5. Cognome
6. Nomi
7. Sesso
8. Cittadinanza \*
9. Data e luogo di nascita
10. Residenza abituale
11. Luogo e numero del registro di famiglia
12. Precedente matrimonio con  
Sciolto da                    il . . . . . a . . . . .
13. Può contrarre matrimonio all'estero con
5. Cognome
6. Nomi
7. Sesso
8. Cittadinanza \*
9. Data e luogo di nascita
10. Residenza abituale
11. Luogo e numero del registro di famiglia
12. Precedente matrimonio con  
Sciolto da                    il . . . . . a . . . . .
13. Data di rilascio  
Firma, timbro
- 14.\* Scrivere REF per rifugiato e APA per apolide



**Certificato rilasciato in applicazione della Convenzione firmata  
a Monaco il 5 settembre 1980**

Le iscrizioni vanno apposte in stampatello, in caratteri latini; esse possono inoltre essere scritte nei caratteri della lingua dell'autorità che rilascia il certificato. Le date vanno scritte con numeri arabi, indicando successivamente giorno, mese e anno. Il giorno ed il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati con numeri da 01 a 09.

Il nome delle località è seguito dal nome dello Stato ove esse si trovano qualora tale Stato non sia quello la cui autorità rilascia il certificato. Se una casella o parte di una casella non può essere riempita, in essa devono essere posti dei trattini.

Le modifiche e le traduzioni devono essere preventivamente approvate dalla Commissione Internazionale dello Stato Civile.

**CONVENTION**  
**sur la loi applicable aux noms et prénoms**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désirant promouvoir l'unification du droit relatif aux noms et prénoms par des règles communes de droit international privé, sont convenus des dispositions suivantes:

**ARTICLE 1.**

1. Les noms et prénoms d'une personne sont déterminés par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante. A ce seul effet, les situations dont dépendent les noms et prénoms sont appréciées selon la loi de cet Etat.

2. En cas de changement de nationalité, la loi de l'Etat de la nouvelle nationalité s'applique.

**ARTICLE 2.**

La loi désignée par la présente Convention s'applique même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

**ARTICLE 3.**

Tout extrait d'acte de naissance doit indiquer les noms et prénoms de l'enfant.

**ARTICLE 4.**

L'application de la loi désignée par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

## ARTICLE 5.

1. Lorsque l'officier de l'état civil qui établit un acte est dans l'impossibilité de connaître le droit applicable pour déterminer les noms et prénoms de la personne concernée, il applique sa loi interne et en informe l'autorité dont il dépend.

2. L'acte ainsi établi doit pouvoir être rectifié au moyen d'une procédure gratuite que chaque Etat s'engage à instituer.

## ARTICLE 6.

1. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion tout Etat peut se réserver d'appliquer sa loi interne lorsque la personne concernée a sa résidence habituelle sur son territoire.

2. La détermination des noms et prénoms suivant cette loi ne vaut que pour l'Etat contractant qui a fait la réserve.

3. Aucune autre réserve n'est admise.

4. Tout Etat partie à la présente Convention pourra à tout moment retirer, en tout ou partie, la réserve qu'il avait faite. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

## ARTICLE 7.

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## ARTICLE 8.

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## ARTICLE 9.

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## ARTICLE 10.

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

## ARTICLE 11.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

## ARTICLE 12.

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration relative à des réserves ou à leur retrait;

d) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

e) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Munich, le 5 septembre 1980, en un seul exemplaire en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

*Pour la République Fédérale d'Allemagne:*

HEINZ WERSDOEFER  
MURAD FERID

*Pour la République d'Autriche:*

FRITZ SCHWIND

*Pour le Royaume de Belgique:*

P. VAN LANGENAEKEN

*Pour le Royaume d'Espagne:*

DIEGO ESPIN CANOVAS

*Pour la République Française:*

*Pour la République Hellénique:*

CH. CHRISTOPHORIDES

*Pour la République Italienne:*

RICCARDO MONACO

*Pour le Grand-Duché du Luxembourg:*

HENRI DELVAUX

*Pour le Royaume des Pays-Bas:*

W. BREUKELAAR

*Pour la République Portugaise:*

JOÃO DE DEUS PINHEIRO FARINHA

*Pour la Confédération Suisse:*

*Pour la République Turque:*

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

## CONVENZIONE

## sulla legge da applicare ai cognomi e nomi

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, desiderosi di favorire l'unificazione del diritto relativo ai cognomi e nomi attraverso norme comuni di diritto internazionale privato, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

## ARTICOLO 1.

1. I cognomi e i nomi di una persona vengono determinati dalla legge dello Stato di cui è cittadino. A questo solo scopo, le situazioni da cui dipendono i cognomi e i nomi vengono valutate secondo la legge di detto Stato.

2. In caso di cambiamento di nazionalità, viene applicata la legge dello Stato della nuova nazionalità.

## ARTICOLO 2.

La legge indicata dalla presente Convenzione viene applicata anche se si tratta della legge di uno Stato non Contraente.

## ARTICOLO 3.

Gli estratti degli atti di nascita devono indicare il cognome e i nomi del bambino.

## ARTICOLO 4.

L'applicazione della legge indicata dalla presente Convenzione può essere esclusa solamente se è palesemente incompatibile con l'ordine pubblico.

## ARTICOLO 5.

1. Qualora l'ufficiale di stato civile che redige l'atto si trovi nell'impossibilità di conoscere il diritto da applicare per determinare i cognomi e i nomi della persona interessata, applica la propria legge nazionale e ne informa l'autorità dalla quale dipende.

2. L'atto così redatto deve poter essere rettificato mediante una procedura gratuita che ciascuno Stato si impegna ad istituire.

## ARTICOLO 6.

1. Al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione, ciascuno Stato può riservarsi di applicare la sua legge nazionale qualora la persona interessata risieda abitualmente nel suo territorio.

2. La determinazione dei cognomi e nomi secondo detta legge vale unicamente per lo Stato Contraente che ha fatto la riserva.

3. Non è ammessa alcuna altra riserva.

4. Ciascun Stato parte della presente Convenzione potrà, in qualunque momento, ritirare in tutto o in parte la riserva che aveva fatto. Il ritiro verrà notificato al Consiglio Federale Svizzero ed entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al ricevimento di detta notifica.

## ARTICOLO 7.

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

## ARTICOLO 8.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore, nei confronti dello Stato che la ratificherà, accetterà, approverà o vi aderirà dopo la sua entrata in vigore, il primo giorno del terzo mese successivo al deposito da parte di detto Stato del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

## ARTICOLO 9.

Qualunque Stato potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione verrà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

## ARTICOLO 10.

1. Ciascuno Stato, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione o in qualunque altro momento successivo, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estende all'insieme dei territori, o a uno o più di detti territori, dei quali cura le relazioni internazionali.

2. Detta dichiarazione verrà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione entrerà in vigore al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato o successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento della notifica.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata con notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio indicato il primo giorno del terzo mese successivo al ricevimento di detta notifica.

## ARTICOLO 11.

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limite di durata.

2. Ogni Stato parte della presente Convenzione avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualunque momento, dopo la scadenza del termine di un anno dall'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia verrà notificata al Consiglio Federale Svizzero ed entrerà in vigore il primo giorno del sesto mese successivo al ricevimento di detta notifica. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati.

## ARTICOLO 12.

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile e agli altri Stati aderenti alla presente Convenzione:

- a) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;
- c) ogni dichiarazione relativa alle riserve o al loro ritiro;



d) ogni dichiarazione concernente l'estensione territoriale della Convenzione o il suo ritiro, con la relativa data di entrata in vigore;

e) ogni denuncia della Convenzione e la data di entrata in vigore.

2. Il Consiglio Federale Svizzero comunicherà al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile ogni notifica fatta in applicazione del paragrafo 1.

3. All'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Monaco, il 5 settembre 1980, in un unico esemplare in lingua francese, che verrà depositato presso gli archivi del Consiglio Federale Svizzero, e di cui una copia certificata conforme verrà trasmessa, per via diplomatica, a ciascuno Stato membro della Commissione Internazionale di Stato Civile e agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme verrà inoltre inviata al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile.

*(Seguono le firme)*